

Cote du document: EB 2012/105/R.9/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 7 a) i)  
Date: 3 avril 2012  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt et don à la République fédérale du Nigéria pour le**

### **Programme de développement des filières**

#### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Abdoul Barry**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2060  
courriel: a.barry@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Chef du Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent cinquième session  
Rome, 3-4 avril 2012

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

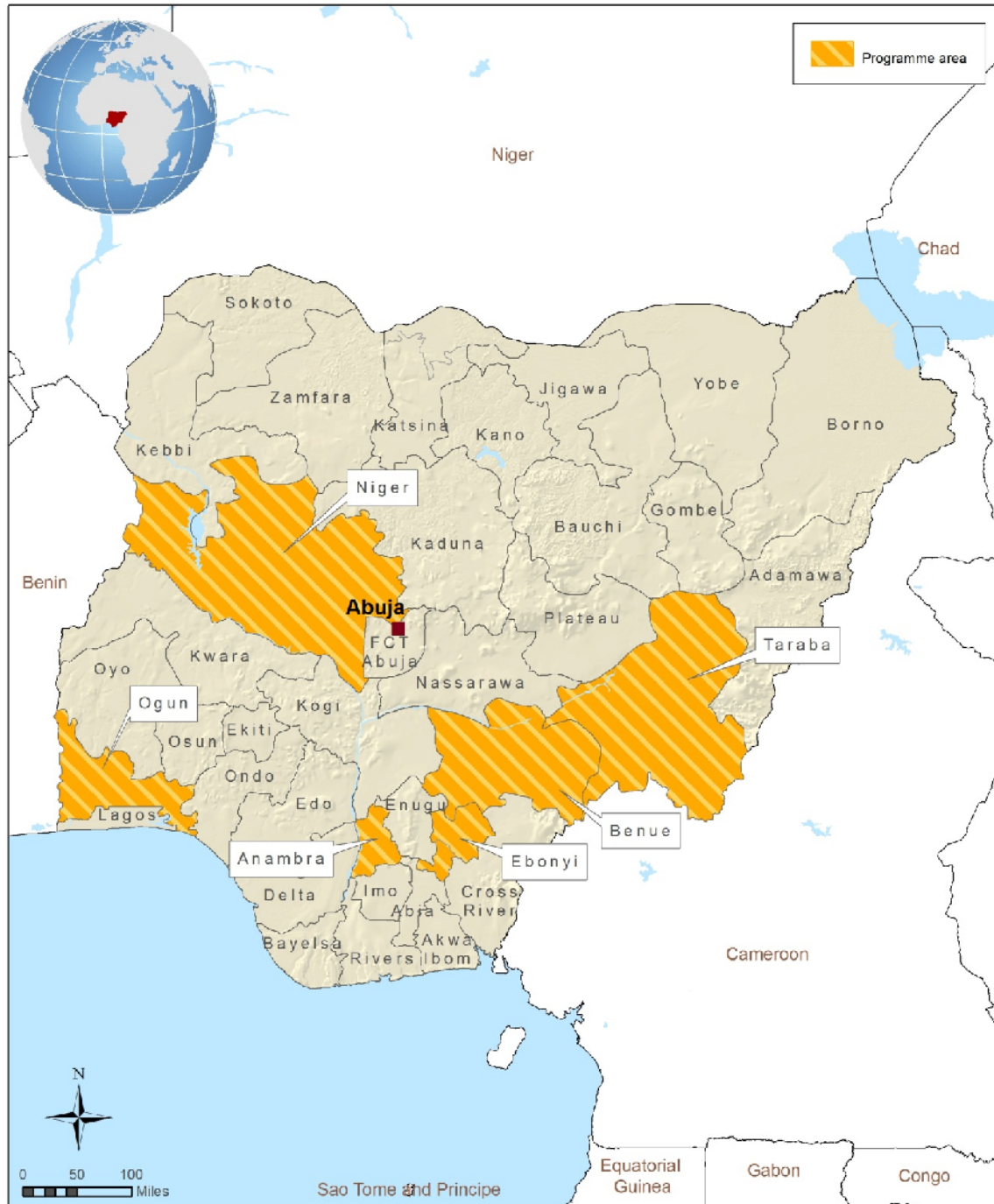
<b>Carte de la zone du programme</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iii</b>
<b>Recommandation d’approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Contexte stratégique et justification</b>	<b>1</b>
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
<b>II. Description du programme</b>	<b>2</b>
A. Zone d’intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du programme	2
C. Composantes/résultats	2
<b>III. Exécution du programme</b>	<b>3</b>
A. Approche	3
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	4
E. Supervision	5
<b>IV. Coût, financement et avantages du programme</b>	<b>5</b>
A. Coût du programme	5
B. Financement du programme	5
C. Résumé des avantages et analyse économique	6
D. Durabilité	7
E. Identification et atténuation des risques	7
<b>V. Considérations d’ordre institutionnel</b>	<b>7</b>
A. Respect des politiques du FIDA	7
B. Alignement et harmonisation	8
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	8
D. Participation à l’élaboration des politiques	8
<b>VI. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>9</b>
<b>VII. Recommandation</b>	<b>9</b>
 <b>Annexe</b>	
Accord de financement négocié	10
 <b>Appendice</b>	
Logical framework (Cadre logique)	

# Carte de la zone du programme

## Nigeria

Value Chain Development Programme - VCDP

Design report



13-12-2011



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

# République fédérale du Nigéria

## Programme de développement des filières

### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République fédérale du Nigéria
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural
<b>Coût total du programme:</b>	104,8 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	47,85 million de DTS (équivalant approximativement à 74,4 millions d'USD)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	0,33 million de DTS (équivalant approximativement à 0,5 million d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	15,6 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	8,1 millions d'USD
<b>Financement complémentaire:</b>	6,3 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République fédérale du Nigéria pour le Programme de développement des filières, telle qu'elle figure au paragraphe 38.

## Proposition de prêt et don à la République fédérale du Nigéria pour le Programme de développement des filières

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Selon les estimations, 52% de la population du Nigéria, qui compte près de 140 millions d'habitants, vit en milieu rural; l'agriculture est donc l'un des piliers de l'activité économique. Le secteur agricole assure plus de 40% du PIB et occupe près de 60% de la population active (2007). Ce secteur a obtenu d'assez bons résultats au cours des cinq dernières années, avec une progression de 7%, mais cette croissance est insuffisante pour assurer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté à plus long terme et de manière durable (le taux de croissance nécessaire à cet effet est estimé à 10%). En outre, la pauvreté reste dans une large mesure un phénomène affectant la population rurale, dont les deux tiers sont considérés comme étant pauvres.
2. Au Nigéria, plus de 70% de la population agricole est composée de petits exploitants qui cultivent moins de cinq hectares et assurent près de 90% de la production nationale totale. Malgré leur importance, ces paysans doivent faire face à une multitude de contraintes pesant sur leurs moyens de subsistance: une faible productivité; la rareté des possibilités de valorisation des produits; la dégradation de l'environnement; un accès limité aux actifs et aux intrants productifs; des services d'appui (vulgarisation et recherche) insuffisants; un accès restreint aux services financiers ruraux; des infrastructures rurales et commerciales (notamment l'alimentation en eau) inadéquates; des pertes après récolte; et un environnement peu favorable.

#### B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

3. Le programme d'options stratégiques (COSOP) axé sur les résultats pour le Nigéria, qui couvre la période 2010-2015, repose sur les enseignements tirés et tient compte des recommandations issues de l'évaluation du programme de pays, selon lesquelles le FIDA doit axer son intervention sur le secteur agricole, en mettant l'accent sur l'amélioration de la productivité et de l'accès aux marchés. Dans le droit fil des stratégies et des politiques nationales, en constante évolution, le Programme de développement des filières s'inscrit parfaitement dans le cadre de la vision du gouvernement, qui souhaite favoriser le développement agricole en adoptant une approche reposant sur les filières des produits de base, ainsi qu'il est énoncé dans son Programme de transformation agricole. Le présent programme est également conforme aux stratégies exposées dans le Plan national d'investissement agricole et dans les autres principales stratégies sectorielles, qui favorisent la sécurité alimentaire et le développement rural. Fondé sur les priorités du gouvernement et sur l'analyse des marchés et les débouchés, le programme visera à remédier aux contraintes pesant sur les filières du manioc et du riz. Le FIDA s'attachera avant tout à aider le gouvernement et les partenaires de développement à jeter des bases

solides et à créer un contexte favorable, en vue de mettre en œuvre une stratégie de développement des filières sur une période beaucoup plus longue.

4. Les initiatives prises dans le secteur agricole et rural suivent de multiples orientations stratégiques; parmi celles-ci, il apparaît de plus en plus intéressant de donner la priorité aux filières, moyennant l'augmentation de la productivité et la promotion des agro-industries. Toutefois, le contexte institutionnel de ce secteur est extrêmement complexe, d'où la nécessité d'aider le gouvernement (en particulier le Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural) à regrouper et prendre en main les diverses initiatives de développement sectorielles. Dans ce contexte, il faut saisir cette occasion pour favoriser la participation du secteur privé et des organisations paysannes à l'effort de développement.

## **II. Description du programme**

### **A. Zone d'intervention et groupe cible**

5. Le programme tient compte de l'importance de faciliter au maximum l'établissement de liens entre les petits producteurs de manioc et de riz et les marchés, et de veiller à la complémentarité des activités. Le principal groupe cible est composé des ménages ruraux pauvres qui font partie des filières du manioc et du riz, parmi lesquels les petits exploitants cultivant au maximum cinq hectares de terre ainsi que les petits transformateurs et commerçants. Cette intervention sera mise en œuvre par le biais de groupes organisés de producteurs et de transformateurs, en privilégiant les groupes de femmes et de jeunes. Environ 17 480 ménages (15 000 ménages de petits exploitants, 1 680 transformateurs et 800 commerçants) devraient tirer directement profit du programme, tandis que 22 000 ménages en bénéficieront indirectement (en grande partie du fait des améliorations des infrastructures).
6. Afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles, le programme sera mis en œuvre dans six États seulement: Anambra, Benue, Ebonyi, Taraba, Niger et Ogun. De plus, le programme ciblera trois collectivités locales dans quatre États et quatre collectivités locales dans deux États. Le programme sera donc mis en œuvre dans 20 collectivités locales.

### **B. Objectif de développement du programme**

7. Le programme a pour objectif de développement d'accroître, de manière durable, les revenus et la sécurité alimentaire des ménages ruraux pauvres qui pratiquent des activités de production, de transformation et de commercialisation du riz et du manioc dans les collectivités locales ciblées.

### **C. Composantes/résultats**

8. **Développement des marchés agricoles.** Dans le cadre de cette première composante, le programme accroîtra la rentabilité des activités des petits exploitants et des petites et moyennes entreprises agroalimentaires en améliorant leur accès aux marchés et leur capacité de valorisation des matières premières produites localement. Il faudra pour ce faire: i) faciliter l'établissement de liens entre, d'une part, les organisations paysannes et les opérateurs des filières et, de l'autre, les marchés locaux, nationaux et – s'il y a lieu – internationaux pour écouler les produits; et ii) remédier aux principaux problèmes posés par les infrastructures commerciales en ce qui concerne le traitement, le stockage, la manutention et la commercialisation des produits agricoles et des produits transformés. La composante est divisée en deux sous-composantes: i) l'appui à la valorisation des produits et à l'établissement de liens avec les marchés, et ii) l'appui aux infrastructures commerciales. L'intervention, qui sera composée d'une série intégrée d'activités à de multiples niveaux, comprendra entre autres: l'amélioration du cadre réglementaire et directeur relatif au développement des filières; la mise en place de systèmes de normalisation et de contrôle de la qualité; l'amélioration des systèmes d'information sur les marchés; l'établissement de liens entre les

divers maillons des filières et la facilitation de l'accès aux services financiers; le renforcement des capacités des organisations participant aux filières en matière de gestion des activités commerciales; la promotion de l'adoption et de l'acquisition de techniques améliorées/efficaces de transformation, stockage, conditionnement et manutention; et l'amélioration des routes de desserte, des installations de commercialisation et de l'alimentation en eau.

9. **Amélioration de la productivité des petits exploitants.** Cette composante a pour principal objectif d'améliorer la productivité des petits exploitants de manière durable sur le plan économique et environnemental. Les effets, à savoir le volume accru et la meilleure qualité des produits commercialisables, influenceront directement sur la première composante du programme. Cette composante est divisée en deux sous-composantes: i) le renforcement des organisations paysannes, et ii) l'appui à la production des petits exploitants. Parmi les activités figurent le renforcement des capacités des organisations paysannes et des principaux fournisseurs de services sur le plan technique et en matière de gestion/gouvernance; la production et la diffusion de plants et semences de manioc améliorés et de semences de riz certifiées; la promotion de pratiques agricoles durables; l'accès aux intrants, aux boutures améliorées et aux semences certifiées; et l'irrigation et la maîtrise de l'eau.
10. **Coordination et gestion du programme.** Cette composante aura pour objet de garantir une gestion efficiente et efficace du programme afin d'atteindre les résultats escomptés. Les principes relatifs aux femmes, aux jeunes, à l'environnement, à la communication et à la gestion des savoirs seront intégrés à tous les aspects de la gestion du programme.

### III. Exécution du programme

#### A. Approche

11. Sur une période de six ans, le programme adoptera une approche globale et induite par la demande pour remédier aux contraintes pesant sur les filières du manioc et du riz. Il faudra pour ce faire appliquer une stratégie consistant à renforcer, sans exclusion, les capacités tant des divers maillons des filières (producteurs et transformateurs, ainsi que leurs organisations) que des éléments facilitateurs (institutions publiques et privées, fournisseurs de services, cadre réglementaire et directeur, etc.). Parallèlement, le programme accordera une importance particulière à l'élaboration de plans d'action concernant les filières des produits de base spécifiques au niveau des collectivités locales, lesquels serviront de point de départ pour engager des activités utiles et durables. La stratégie du programme s'inscrit dans le cadre de la vision à plus long terme du développement des filières, dans une optique de réduction de la pauvreté et d'accélération de la croissance économique, en jetant les bases nécessaires pour que les principaux acteurs du secteur agricole soient dotés de capacités essentielles sur le plan de l'organisation et du fonctionnement. Cette transformation progressive permettra également de parvenir à la sécurité alimentaire, d'accroître la production et la productivité, et de multiplier les activités rémunératrices et les possibilités d'emploi.
12. Les composantes du programme ont été conçues pour être complémentaires et se renforcer mutuellement. La composition des activités qui seront mises en œuvre sera déterminée moyennant un processus participatif axé sur la demande, en prenant en considération les besoins prioritaires tout en tenant compte des capacités et de l'état de préparation aux fins de l'exécution. Le fonds de contrepartie, qui a pour objet de financer au moyen de subventions l'acquisition de matériel et d'intrants essentiels destinés aux filières, jouera un rôle important dans la mise en route des activités.

## **B. Cadre organisationnel**

13. Le Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural et les ministères de l'agriculture des États ciblés assumeront la responsabilité technique du programme. L'exécution au niveau national sera supervisée et guidée par le Comité national de pilotage des filières, mais le Ministère fédéral de l'agriculture, en tant que principal organisme d'exécution, délèguera à l'unité nationale de gestion du programme les responsabilités relatives à l'exécution et à la coordination des activités courantes. Cette unité, non seulement fournira un appui technique, coordonnera les activités du programme entreprises par les États, et regroupera les plans de travail et budgets annuels du programme et les rapports d'activité émanant des États participants (aux fins d'approbation par le Comité national de pilotage des filières et le FIDA), mais sera également chargée de la supervision et du suivi périodiques. Dans chaque État visé par le programme, la responsabilité de l'exécution courante incombera à l'unité de gestion du programme de l'État, qui garantira une mise en œuvre efficace et efficiente des activités par les fournisseurs de services, et assurera la supervision, le renforcement des capacités et le suivi-évaluation (S&E). Le programme dans son ensemble bénéficiera de l'appui de partenaires institutionnels et techniques stratégiques et de fournisseurs de services (autres organismes, ONG, etc.), recrutés par appel à la concurrence dans le cadre de contrats axés sur les résultats.

## **C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs**

14. La participation à la planification et au S&E est un élément essentiel du programme, et elle interviendra à de multiples niveaux afin de contribuer à l'efficacité de la mise en œuvre et de l'exécution des activités. Le programme apportera un appui sur le plan institutionnel et facilitera le renforcement des capacités des parties prenantes – notamment les fournisseurs de services (publics et privés) et les organisations paysannes – afin que les savoirs soient systématiquement consignés et diffusés, par le biais de la plate-forme centrale de communication et de gestion des savoirs qui sera créée au niveau national. Le programme mettra également en place un système d'information en ligne, qui axera ses services sur l'information sur les marchés, les technologies, le matériel pédagogique et les organisations paysannes, et diffusera les informations par le biais d'un portail Web. Une série d'ateliers et d'activités d'apprentissage spécifiques sera organisée en vue de faciliter ce processus de partage des savoirs.

## **D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

15. Le programme adoptera des systèmes comptables compatibles avec les procédures du FIDA, les normes comptables internationales et les exigences du gouvernement. Il communiquera des rapports financiers annuels au gouvernement et au FIDA dans un délai de quatre mois à compter de la fin de chaque exercice budgétaire, conformément aux Conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole. Dès que possible après son entrée en vigueur, le programme mettra à disposition un système d'information de gestion financière (logiciel de comptabilité) capable de produire en temps voulu les rapports et les états financiers.
16. Deux comptes désignés libellés en dollars des États-Unis seront ouverts auprès d'une banque ayant l'agrément du FIDA pour recevoir les montants du prêt et du don virés par le Fonds. En outre, trois comptes de programme fédéraux (A, B et C) seront ouverts pour recevoir: i) les produits du compte désigné; et ii) les fonds de contrepartie du gouvernement fédéral. Au niveau de chaque État, trois comptes de programme (A, B et C) seront également ouverts pour recevoir: i) les fonds provenant du prêt et du don, pour couvrir les dépenses du programme admissibles; et ii) les fonds de contrepartie provenant du gouvernement de l'État. Les comptes de l'unité nationale de gestion du programme et de l'unité de gestion du



programme de l'État seront périodiquement réapprovisionnés, les montants et la fréquence de ces réapprovisionnements étant établis de manière à réduire le risque de change au minimum.

17. Dans le cadre du programme proposé, la passation des marchés sera effectuée conformément aux procédures nationales, dans la mesure où elles sont compatibles avec les Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets. Un fonctionnaire chargé de la passation des marchés sera recruté au niveau de l'unité nationale de gestion du programme, pour veiller à ce que les achats soient effectués conformément aux directives établies. Chaque plan de passation des marchés précisera, entre autres, la méthode retenue pour chaque contrat, le seuil et les préférences applicables.
18. Afin de favoriser la bonne gouvernance, le programme accordera une grande importance à la transparence de l'information, à la participation et à la consultation, ainsi qu'au suivi et à la surveillance. La participation des bénéficiaires et des communautés au processus de planification et au suivi des résultats obtenus par le programme, du terrain aux échelons supérieurs, est particulièrement importante.

### **E. Supervision**

19. Le FIDA s'acquittera de ses fonctions de supervision du programme et d'administration du prêt et du don qu'il a accordés en étroite collaboration avec les institutions nationales compétentes. Le Fonds organisera et effectuera deux fois par an des missions de supervision officielles avec la participation de représentants des principaux ministères et administrations et avec d'autres partenaires. Les missions de supervision évalueront les résultats globaux, matériels et financiers; examineront les questions de ciblage de la pauvreté et de problématique hommes-femmes, ainsi que des domaines thématiques spécifiques s'il y a lieu; recenseront les obstacles à l'exécution et proposeront des mesures correctives. Il sera essentiel de mettre en place un système de S&E efficace et opérationnel. En outre, une attention particulière sera accordée à certains facteurs de réussite fondamentaux, notamment le renforcement et la professionnalisation des organisations paysannes et les bonnes prestations des partenaires d'exécution, publics et privés, et des fournisseurs de services.

## **IV. Coût, financement et avantages du programme**

### **A. Coût du programme**

20. Au total, les dépenses d'investissement et de fonctionnement, y compris les provisions pour aléas, s'élèvent à 104,8 millions d'USD sur six ans. Elles sont ventilées comme suit: composante relative au développement des marchés agricoles, 51% des coûts de base; composante relative à l'amélioration de la productivité des petits exploitants, 33%; coordination et gestion du programme, 16%.

### **B. Financement du programme**

21. Le FIDA couvrira les coûts totaux du programme à hauteur de 71,5%, par le biais d'un prêt d'un montant de 74,4 millions d'USD et d'un don d'un montant de 0,5 million d'USD. Le prêt du FIDA sera utilisé pour financer les travaux de génie civil, les véhicules, l'équipement et les matériaux, l'assistance technique, la formation, les études et les ateliers, et une partie des dépenses de fonctionnement. Ce prêt servira aussi à cofinancer le matériel de transformation et les intrants nécessaires à la production destinés aux bénéficiaires, dans le cadre d'un mécanisme de subventions de contrepartie. Le don du FIDA sera utilisé pour la mise en route de certaines activités avec les petits exploitants et leurs organisations, et également pour apporter un appui au système national de S&E existant. Conjointement, les contributions des gouvernements, au niveau fédéral et des États et à l'échelon local, s'élèvent à 15,6 millions d'USD; elles sont réparties comme suit: le gouvernement fédéral financera tous les droits et taxes, la totalité des

salaires de l'unité nationale de gestion du programme et des unités de gestion du programme des États, ainsi que les locaux et l'entretien pour l'unité nationale de gestion du programme; les gouvernements des États financeront les locaux et l'entretien pour leurs unités de gestion du programme; et les collectivités locales financeront les salaires des attachés de liaison et du personnel participant à la supervision des infrastructures, ainsi que les locaux et l'entretien. Les bénéficiaires contribueront, sous forme d'apports en nature/espèces, à la construction et à l'exploitation et l'entretien des infrastructures, telles que les réseaux routiers et les réseaux d'alimentation en eau, à hauteur de 8,1 millions d'USD.

22. Le financement complémentaire nécessaire pour mettre en œuvre les activités du programme s'élève à 6,3 millions d'USD.

### Composantes par financeur (Millions d'USD)

Programme de développement des filières  
Composantes par financeur (Millions d'USD)

	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Gouvernement fédéral		Gouvernements d'État		Gouvernements locaux		Bénéficiaires		Financement complémentaire		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>A. Développement des marchés agricoles</b>																
Appui à l'ajout de valeur et aux liens avec les marchés	14,4	84,9	-	-	0,3	1,7	-	-	0,4	2,1	0,9	5,6	1,0	5,6	17,0	16,2
Appui aux infrastructures de commercialisation	25,7	70,5	-	-	3,1	8,6	-	-	2,1	5,7	3,7	10,1	1,9	5,2	36,5	34,9
<b>Sous-total</b>	<b>40,2</b>	<b>75,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3,4</b>	<b>6,4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2,5</b>	<b>4,6</b>	<b>4,6</b>	<b>8,6</b>	<b>2,8</b>	<b>5,3</b>	<b>53,5</b>	<b>51,1</b>
<b>B. Renforcement de la productivité de la petite agriculture</b>																
Appui aux organisations paysannes	3,2	77,2	0,4	9,3	0,0	-	-	-	-	-	-	0,6	13,5	4,1	4,0	28,8
Appui à la production de la petite agriculture	22,1	73,3	-	-	3,1	10,3	-	-	0,4	1,2	3,4	11,4	1,1	3,8	30,2	32,8
<b>Sous-total</b>	<b>25,3</b>	<b>73,8</b>	<b>0,4</b>	<b>1,1</b>	<b>3,1</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,4</b>	<b>1,1</b>	<b>3,4</b>	<b>10,0</b>	<b>1,7</b>	<b>5,0</b>	<b>34,3</b>	<b>32,8</b>
<b>C. Gestion et coordination du programme</b>	<b>8,9</b>	<b>52,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>5,7</b>	<b>33,6</b>	<b>0,4</b>	<b>2,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1,7</b>	<b>10,1</b>	<b>16,9</b>	<b>16,1</b>
<b>Coût total du programme</b>	<b>74,4</b>	<b>71,0</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>12,2</b>	<b>11,6</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>3,0</b>	<b>2,8</b>	<b>8,1</b>	<b>7,7</b>	<b>6,3</b>	<b>6,0</b>	<b>104,8</b>	<b>100,0</b>

## C. Résumé des avantages et analyse économique

23. Environ 17 480 ménages ruraux devraient tirer directement profit du programme, tandis que quelque 22 000 autres en bénéficieraient indirectement. Les principaux avantages potentiels du programme sont le relèvement des revenus agricoles des ménages ruraux participant aux filières ciblées, découlant de l'augmentation de la productivité, l'accroissement de la valeur ajoutée et l'amélioration des débouchés commerciaux. Parmi les avantages économiques directs figurent: un accès plus facile à des semences, du matériel végétal et d'autres intrants de meilleure qualité et plus abordables; l'augmentation des prix à la production, des volumes produits et de la rentabilité à l'exploitation, à laquelle s'ajoute la création d'emplois pour les jeunes; la réduction des pertes après récolte; l'amélioration de la qualité des produits; le relèvement de leurs prix; la réduction des frais de transport et de transaction; et l'amélioration des liens et des contrats entre producteurs et transformateurs, qui devrait se traduire par des débouchés commerciaux plus intéressants. Grâce aux activités de renforcement des institutions et des capacités, le programme devrait également procurer de multiples avantages non quantifiables sur le plan institutionnel et permettre d'améliorer la gouvernance.
24. D'après l'analyse économique effectuée pour l'ensemble du programme, le taux de rentabilité économique est de 11,1% (20 ans). Les tests de sensibilité indiquent que ce taux tomberait à 7,5% en cas de diminution de 20% des avantages globaux et à 8,2% en cas d'accroissement de 20% des coûts. Si les prix des produits diminuaient de 20%, le taux de rentabilité économique serait de 7,4%, et si les prix des intrants augmentaient de 20%, il s'établirait à 9,4%. En se fondant sur l'hypothèse prudente selon laquelle 70% des agriculteurs et des petites entreprises de transformation bénéficiaires adopteront les technologies proposées et retireront les avantages escomptés, et compte tenu de l'accumulation progressive des avantages pendant trois ans, on peut conclure que le programme est économiquement viable.

## **D. Durabilité**

25. Dans un souci de durabilité des investissements, les activités du programme feront fond sur les institutions permanentes actuelles (par exemple dans le secteur public, les organisations paysannes). Les capacités de ces institutions seront systématiquement renforcées, ainsi que celles des opérateurs des marchés du secteur privé (notamment les organisations participant aux filières, ainsi que les micro-entreprises et les petites et moyennes entreprises), pour ce qui est des questions techniques, de la gestion et de la gouvernance, afin de faire face aux besoins et d'améliorer la qualité des services. En outre, le programme facilitera l'établissement de liens solides entre les participants des filières (producteurs, transformateurs, commerçants, etc.), ce qui favorisera l'intégration de ces filières sur une plus longue période. La stratégie d'exécution appliquée vise à aider les parties prenantes des filières à assumer progressivement la responsabilité des activités entreprises par le programme. Les capacités des fournisseurs de services seront renforcées afin qu'ils assurent des services plus efficaces pour répondre à la demande de leurs clients, et des mécanismes efficaces d'exploitation et d'entretien de l'équipement et des infrastructures seront mis en place. Au cours de leur collaboration avec le programme, les fournisseurs de services renforceront leur aptitude à assurer des services plus efficaces afin de répondre à la demande de leurs clients.

## **E. Identification et atténuation des risques**

26. Parmi les principaux risques pesant sur l'exécution figurent: une mauvaise gouvernance à divers niveaux, qui pourrait entraîner un accroissement des coûts et/ou une réduction de l'impact; une aggravation de l'insécurité dans le pays qui provoquerait des perturbations dans la vie économique et sociale, compromettant ainsi l'exécution et la supervision des activités; la dégradation de l'environnement; et l'accaparement des activités par les élites. Des mesures d'atténuation ont été mises au point pour faire face à ces risques, notamment: l'importance accordée au renforcement des capacités des multiples intervenants dans le domaine technique et pour les questions de gestion et de gouvernance; une supervision et un suivi rigoureux; la promotion de pratiques de gestion de la terre et de l'eau durables; et le renforcement des organisations paysannes et des associations de femmes.

## **V. Considérations d'ordre institutionnel**

### **A. Respect des politiques du FIDA**

27. Le programme est parfaitement aligné sur les politiques du FIDA, notamment la Politique en matière de ciblage et la Politique du FIDA concernant l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Les activités et le rôle des femmes, qui sont particulièrement mis en relief dans le cadre des deux filières en question, offrent la possibilité d'adopter une stratégie d'ensemble en faveur des femmes, qui prévoit notamment de faciliter leur accès aux actifs, de renforcer leurs groupes pour ce qui est de la gouvernance des filières, d'alléger leur charge de travail et d'améliorer leur bien-être. La moitié des subventions de contrepartie seront réservées aux femmes et aux jeunes, afin de leur permettre d'améliorer leurs techniques et leurs capacités de production et de transformation.
28. Le programme comprend des activités de production agricole, de transformation de produits agricoles, et de construction d'infrastructures et d'installations qui pourraient avoir un impact sur les ressources naturelles renouvelables, telles que les terres arables, les parcours, les forêts/terres boisées, les sols, l'air, l'eau et la végétation. Toutefois, eu égard à la nature et à l'importance de ses effets probables sur l'environnement, le programme est classé dans la catégorie B selon les Procédures d'évaluation environnementale du FIDA. Ses éventuels effets préjudiciables sur l'environnement sont considérés comme étant contrôlables.

## **B. Alignement et harmonisation**

29. Le programme a été conçu pour tirer profit des interventions relatives aux filières appuyées actuellement par le gouvernement, les partenaires de développement et le secteur privé au Nigéria. Il est également parfaitement aligné sur la Stratégie nationale en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et sur la Politique nationale relative au développement rural intégré/stratégie sectorielle pour le développement rural, et il tient compte des cinq principales composantes du Plan national d'investissement agricole. Plus précisément, le programme est conforme au Programme de transformation agricole, qui reprend la vision du nouveau gouvernement en matière de développement agricole, à savoir développer le secteur agricole grâce à une approche reposant sur les filières des produits de base. Le programme ciblera deux des produits de base prioritaires indiqués dans le Programme de transformation agricole (le manioc et le riz), afin de tirer parti des débouchés commerciaux existants et de remédier aux contraintes pesant sur les filières.
30. Le programme établira également des liens étroits avec les projets et les programmes en cours qui ont été mis sur pied par des organisations ayant adopté l'approche reposant sur les filières pour leurs opérations, notamment les projets entrepris par le Ministère du développement international du Royaume-Uni (DFID), le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et la Banque mondiale.

## **C. Innovations et reproduction à plus grande échelle**

31. La caractéristique la plus novatrice du programme est l'interaction entre les organisations paysannes et les autres parties prenantes des filières, qui permet de créer des débouchés commerciaux et de surmonter les difficultés rencontrées par ces filières, afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles. Dans cette optique, la rentabilité et la durabilité de la petite exploitation sont tributaires des liens qui existent non seulement entre les organisations paysannes et les autres opérateurs du secteur privé (distributeurs d'intrants, transformateurs, commerçants, institutions financières, etc.) mais aussi entre le secteur privé dans son ensemble et le secteur public. Il est essentiel d'instaurer une concertation sur les politiques, qui permettrait de mettre en place un environnement favorable, si l'on veut créer des débouchés commerciaux susceptibles d'aider les petits exploitants à accroître leurs revenus et de réduire la pauvreté.
32. Le fait que le programme repose sur les plans d'action relatifs aux filières garantira que les besoins des bénéficiaires sont satisfaits et que leurs points de vue sont pris en compte, ce qui leur permettra de s'approprier les activités. Le recours systématique à des méthodes et à un processus décisionnel participatifs renforcera la maîtrise des activités par les bénéficiaires et leur adhésion, par le biais de leurs groupes. Cette stratégie jouera aussi un rôle dans la sensibilisation et la mobilisation sociale suscitées par le programme.
33. Le programme s'appropriera les meilleures pratiques mises à l'essai et donnant de bons résultats, ainsi que les innovations favorables aux pauvres, en vue d'encourager leur transposition et leur reproduction à plus grande échelle. Ce faisant, il adoptera une approche échelonnée, reproduisant progressivement à plus grande échelle les méthodes, les processus, les investissements et les techniques (etc.) couronnés de succès, lorsque la demande existe et que la situation est favorable.

## **D. Participation à l'élaboration des politiques**

34. Compte tenu de l'importance d'un environnement favorable, le programme œuvrera en faveur de l'amélioration du cadre directeur et réglementaire relatif au développement des filières dans le pays. Parmi ses interventions figureront, à l'échelon national et à l'échelon des États, l'évaluation et la facilitation du dialogue

entre les secteurs public et privé, moyennant le cofinancement de forums de discussion, et le renforcement des capacités des organisations afin qu'elles soient plus aptes à défendre leur cause et négocier. Il est en outre prévu que les interventions du programme orienteront l'évolution du cadre directeur qui régit le développement des filières.

## **VI. Instruments juridiques et autorité**

35. Un accord de financement entre la République fédérale du Nigéria et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
36. La République fédérale du Nigéria est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
37. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

## **VII. Recommandation**

38. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République fédérale du Nigéria un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à quarante-sept millions huit cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (47 850 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République fédérale du Nigéria un don d'un montant équivalant à trois cent trente mille droits de tirage spéciaux (330 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## **Negotiated financing agreement:**

### **"Value Chain Development Programme (VCDP)"**

(Negotiations concluded on 26 March 2012)

Loan Number: \_\_\_\_

Grant Number: \_\_\_\_

Programme Title: Value Chain Development Programme (the "Programme")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Federal Republic of Nigeria (the "Borrower/Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

#### **WHEREAS**

The Borrower/Recipient has requested a loan and a grant from the Fund for the purpose of financing the Programme described in Schedule 1 to this Agreement,

**NOW THEREFORE** the Parties hereby agree as follows:

#### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a loan (the "Loan") and a grant (the "Grant") to the Borrower/Recipient (collectively the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

#### **Section B**

1. The amount of the Loan is forty seven million eight hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 47 850 000). The amount of the Grant is three hundred and thirty thousand Special Drawing Rights (SDR 330 000).
2. The Loan is granted on highly concessional terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be USD.

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Principal and service charge shall be payable on 15 June and 15 December.
6. There shall be two (2) designated accounts (the "Designated Accounts"), denominated in USD and opened and maintained by the Borrower/Recipient in a bank acceptable to the Fund, to receive the proceeds of the Loan and the Grant, respectively.
7. There shall be three (3) programme accounts (the "Programme Accounts") opened and maintained in a bank acceptable to the Fund by the Borrower/Recipient at each of the Federal and State levels. At each level, the first two accounts shall receive proceeds of the Loan and the Grant, respectively; the last one shall receive the counterpart funds as committed by the Borrower/Recipient in the subsequent paragraph, based on the Programme's Annual Work Plans and Budgets (the "AWPBs").
8. The Borrower/Recipient shall make available to the Programme counterpart funds from the Government at the Federal, State and Local levels, collectively in the approximate amount of fifteen million six hundred thousand US dollars (USD 15 600 000), which shall finance all taxes that may be due with respect to the implementation of the Programme, and a part of the salaries and allowances of Programme staff and operating costs as specified in the AWPBs and the Programme Implementation Manual (the "PIM").
9. A Memorandum of Understanding on the implementation of this Agreement between the Borrower/Recipient and the implementing States in the Programme Area as specified in Schedule 1 to this Agreement shall be executed.

### **Section C**

1. The Lead Programme Agency shall be the Borrower/Recipient's Federal Ministry of Agriculture and Rural Development (the "FMARD"), or any successor thereto.
2. The Programme Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

### **Section D**

The Loan and the Grant shall be administered and the Programme supervised by the Fund.

### **Section E**

1. In accordance with Section 4.02(b) of the General Conditions, the following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
  - (a) The National Programme Management Unit (the "NPMU") and the State Programme Management Units (the "SPMUs") shall have been duly established and key staff appointed. For this purpose, key staff refers to, for the NPMU, the Programme Coordinator, the Financial Controller, Procurement Officer, Planning and Monitoring & Evaluation Advisor and, for each SPMU, the State Programme Coordinator and Accountant.
  - (b) The Borrower/Recipient shall have deposited in the Programme Accounts adequate counterpart funds for the first Project Year, as specified in the first AWPB.

- (c) The Finance and Administration section of the PIM (the "Finance and Administration Manual") shall have been submitted to and approved by the Fund.

2. In accordance with Section 4.02(b) of the General Conditions, the following is designated as an additional specific condition precedent to withdrawal under Category 4 of Schedule 2 to this Agreement:

The Matching Grant section of the PIM (the "Matching Grant Manual") shall have been submitted to and approved by the Fund.

3. The following are designated as additional conditions for suspension:

The PIM, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme.

4. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.

5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono, 44  
00142 Rome, Italy

For the Borrower/Recipient:

Federal Ministry of Finance  
P.M.B. 135  
Abuja  
Nigeria  
Facsimile Numbers:  
(855 23) 725-341  
(855 23) 430-224

This Agreement, dated [click and type], has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower/Recipient.

\_\_\_\_\_  
For the Fund  
Kanayo F. Nwanze  
President

\_\_\_\_\_  
For the Borrower/Recipient



## **Schedule 1**

### *Programme Description and Implementation Arrangements*

#### **I. Programme Description**

1. *Target Population.* The Programme aims to contribute to directly improving the livelihoods of approximately 17,480 households (15,000 smallholder households, 1,680 processors and 800 traders) and to benefit indirectly approximately 22,000 households through infrastructure improvements in selected areas in the following six States (Programme Area): Anambra, Benue, Ebonyi, Niger, Ogun and Taraba.
2. *Goal.* The goal of the Programme is to reduce rural poverty and achieve accelerated economic growth on a sustainable basis in the Programme Area.
3. *Objectives.* The Programme's objective is that the incomes and food security of poor rural households engaged in production, processing and marketing of rice and cassava in the Programme Area are enhanced on a sustainable basis.
4. *Components.* The Programme shall consist of the following three Components:

#### **Component 1: Agricultural Market Development**

The aim of this component is to enhance the profitability of smallholder farmers and small/medium-scale agro-processors by improving their access to markets and their capacity to add value to locally produced raw materials. This will be achieved by (i) facilitating the linkage of Farmers' Organizations (the "FOs") and value chain operators to local, national and – where necessary and appropriate – international markets to sell their products; and (ii) easing critical market infrastructure constraints to the processing, storage, handling and marketing of farm produce and their processed products. Component 1 is divided into two sub-components:

##### **Sub-component 1.1: Support to Value Addition and Market Linkages**

The expected outcome of this sub-component is increased value addition and access to markets realized by beneficiary small and medium-scale producers and processors. Programme interventions consist of an integrated set of activities and measures at three interrelated levels – macro, meso and micro. At the macro level, the Programme shall support inter alia (i) the improvement of the policy and regulatory framework for value chain development in the country; (ii) the establishment of quality control, grading and standardisation systems which are a precondition for credible and transparent markets; and (iii) the improvement and expansion of the existing Agricultural Market Information Systems (the "AMIS") which will start with the assessment of the coverage and effectiveness of existing systems in the country. At the meso and micro level, the Programme shall inter alia (i) foster linkages between smallholder farmers, agro-processors and market operators, both within the Programme Area as well as with outside markets (national/regional); (ii) build and strengthen the business management capacity of value chain organizations; (iii) link agro-processors and market operators, through their various associations, to financial service providers and/or existing agricultural and rural finance projects in order to obtain financial services such as credit and insurance; and (iv) promote the adoption, acquisition and sustained use of improved and more efficient processing, storage, packaging and handling technologies to improve the output, efficiency, profitability and competitiveness of the targeted agro-processor clusters and firms.

### **Sub-component 1.2: Support to Market Infrastructure**

The expected outcome of this sub-component is that demand-driven infrastructure for improved access to markets is realized and sustainably managed by the beneficiary communities. This shall be achieved through collaboration with relevant Government Ministries and Agencies, as well as local communities. This sub-component shall improve the condition of selected value chain-related feeder roads connecting production areas to market and processing outlets by rehabilitating the existing feeder roads. It will construct critical new roads, bridges and culverts when necessary. Activities under this sub-component are aimed at constructing/rehabilitating agro-processing and marketing infrastructures. It shall also provide safe, adequate and sustainable water supply to these processing and market facilities, as well as to the community in their vicinity by rehabilitating and/or constructing new schemes.

### **Component 2: Smallholder Productivity Enhancement**

The main objective of this component is to enhance smallholder farmer productivity on an economically and environmentally sustainable basis. Outcomes from this component, in the form of increased volume and quality of marketable produce, feed directly into Component 1. The component has two sub-components:

#### **Sub-component 2.1: Strengthening of Farmers' Organizations (the "FOs")**

The expected outcome of this sub-component is that FOs in the Programme Area effectively serve their members (through facilitating access to inputs, improved technologies, credit and information). The sub-component will support capacity building of FOs in order to enable them to provide, in a sustainable manner, needed services to their members, with a view to improving their access to markets and enhancing profitability. Activities to be financed under this sub-component include inter alia (i) strengthening of selected FOs through training sessions; (ii) registration of FOs and development of by-laws for FOs and women's organizations; and (iii) formation of APEX FOs and women's organizations.

#### **Sub-component 2.2: Support to Smallholder Production**

The expected outcome of this sub-component is to increase the production and productivity of cassava and rice smallholder farmers in the Programme Area. This will primarily be achieved through facilitating access to: (i) improved planting materials of cassava, quality seeds of rice, fertilizers and agro-chemicals; (ii) improved production techniques; and (iii) mechanization for land preparation and harvesting. Activities to be financed under this sub-component include inter alia (i) assessment of the rice seed supply chain; (ii) strengthening of the quality control mechanism; (iii) production and dissemination of improved planting material of cassava and certified seeds of rice; (iv) promotion and dissemination of sustainable agricultural practices; (v) access to mechanization; (vi) access to fertilizer and agro-chemicals as well as to improved cuttings and certified seeds; (vii) irrigation and water control; and (viii) matching grants to help address the financial constraints of the target groups.

### **Component 3: Programme Coordination and Management**

Component 3 shall ensure that the Programme is efficiently and effectively managed to achieve expected results. Gender, youth, environmental, knowledge management and communication considerations will be integrated in all aspects of Programme management. The performance indicators of this component will include quality and timely execution of AWPBs, timely submission of progress reports and annual audit

reports, operational M&E able to document key indicators, actual level of disbursements in line with planning. This component will also assist value chain policy development under the Borrower/Recipient's Agricultural Transformation Agenda (the "ATA") by providing support to the Agricultural Transformation Implementation Council (the "ATIC"), which shall be established as a national level body with powers and authority to drive the ATA along the value chains for the purpose of achieving food security, employment generation, effective response to the raw-material needs of agro-industries, value addition, and efficient storage of agricultural produce and marketing. Specifically, the Programme will finance for a period of two years the following: (i) Office of the Senior Technical Adviser to the Minister of Agriculture; (ii) Office of the Senior Technical Adviser and Team Leader, Cassava Value Chain; (iii) Office of the Senior Technical Advisor, Agri-business Investments; and (iv) Office of the Senior Technical Adviser and Team Leader, Rice Value Chain.

## **II. Implementation Arrangements**

5. The Lead Programme Agency. The Federal Ministry of Agriculture and Rural Development (the "FMARD") of the Borrower/Recipient, in its capacity as the Lead Programme Agency, shall have overall responsibility of the Programme. The FMARD shall inter alia (i) ensure that the level of annual funding for the Programme is available and that these funds are released in a timely manner; and (ii) coordinate the roles of the Federal agencies involved in the Programme.

6. The Value Chain Steering Committee (the "VCSC"). At the national level, the Programme will receive oversight and guidance from the VCSC, a sub-committee of the ATIC.

6.1. Composition. Chaired by the Minister of the FMARD, the VCSC will be composed of (i) Permanent Secretary – FMARD; (ii) Director – International Economic Relations Department, the Federal Ministry of Finance (the "FMF"); (iii) Director – Department of Agriculture and Industries (the "DAI") of the National Planning Commission (the "NPC"); (iv) Director – Federal Department of Cooperative, FMARD; (v) Director – Federal Department of Agriculture, FMARD; (vi) Director – Planning, Policy Analysis and Statistics, FMARD; (vii) Director in charge of Extension, FMARD; (viii) Director – Rural Development Department, FMARD; (ix) Director – Bank of Agriculture; (x) Director – Bank of Industries; (xi) Director – Department of Development Finance, the Central Bank of Nigeria; (xii) Director of the Standard Organization of Nigeria; (xiii) Executive Director of the National Agency for Food and Drug Administration and Control; (xiv) Director of Raw Material and Research Development Council; (xv) Director of Trade, the Federal Ministry of Trade and Investment; (xvi) one Representative of the Organized Private Sector; (xvii) one Representative of Women's Organization from each State in the Programme Area; (xviii) the six Regional Directors of the FMARD; (xix) the Team Leader of Cassava and Rice Value Chain at the FMARD; (xx) one Representative of FO from each State in the Programme Area; and (xxi) one Representative of Input Suppliers (Agro-chemical, Seed and Fertilizers). While the Federal Department of Agriculture will be the secretariat of the VCSC, the Secretary will be the Programme Coordinator of the National Programme Management Unit.

6.2. Responsibilities. The VCSC shall meet at least twice a year to, inter alia, review and approve the AWPBs, as well as assess progress made in the Programme implementation.

7. The National Programme Management Unit (the "NPMU"). The FMARD, in its capacity as the Lead Programme Agency, shall delegate the day-to-day implementation and coordination responsibility to the NPMU. The NPMU shall report directly to the Minister of the FMARD.

7.1. Composition. The NPMU shall be staffed inter alia by a Programme Coordinator (who shall fulfil inter alia the responsibilities as entrusted to the "Project Director" as provided in the General Conditions of the Fund), and under the Programme Coordinator's leadership a Financial Controller, a Procurement Officer, a Planning and Monitoring & Evaluation Advisor, a Knowledge Management and Communication Advisor, a Market and Enterprise Development Advisor and an Agricultural Production Advisor. All such staff shall be contracted, under procedures acceptable to the Fund, on an open, transparent and competitive basis and have qualifications and experience commensurate with their duties. Recruitment shall be subject to no-objection from the Fund.

7.2. Responsibilities. The NPMU shall provide technical support to and undertake coordination of Programme activities undertaken in each State. The NPMU shall be responsible for Programme financial management and procurement, consolidating the Programme AWPBs and progress reports from the participating States for approval by the VCSC and then by IFAD. It will ensure regular supervision, monitoring and publicity of Programme activities.

8. The State Value Chain Steering Committees (the "SVCSCs"). At the State level, there shall be a SVCSC in each participating State, which shall be a sub-committee of the State Agricultural Transformation Execution Group.

8.1. Composition. Chaired by the Commissioner, State Ministry of Agriculture, each SVCSC shall have inter alia the following members: (i) Permanent Secretary, State Ministry of Agriculture; (ii) Director of the line department of the State Ministry of Agriculture; (iii) Programme Manager – Agricultural Development Programme; (iv) one Representative of the State Ministry of Finance and/or Economic Development; (v) one representative of the State Ministry of Works; (vi) one Representative of the State Ministry of Commerce and Industry; (vii) one Representative of the State Ministry of Water Resources and Environment; (viii) one Representative of the State Ministry of Local Government Affairs; (ix) one Representative of the State Ministry of Women Affairs; (x) one Representative of the State Ministry of Youth Development; (xi) one Representative of the State's FOs; (xii) one Representative of input dealers; (xiii) one Representative of the Organized Private Sector; (xiv) one Representative of participating financial institutions; (xv) one Representative of each participating Local Government Council (the "LGC"); (xvi) Chair of State Association of Local Governments of Nigeria (the "ALGON"); and (xvii) State Director of the FMARD.

8.2. Responsibilities. The SVCSC shall meet twice a year and on an ad-hoc basis to provide oversight/coordination function, review and approve the AWPBs, as well as assess progress made in Programme implementation in the participating State.

9. The State Programme Management Units (the "SPMUs"). The day-to-day implementation of the Programme at the State level shall be the responsibility of an SPMU established in each State in the Programme Area. Each SPMU shall report administratively to the Commissioner of the State Ministry of Agriculture in each participating State and technically to the Regional Director of the FMARD. The SPMU shall be the secretariat for the SVCSC.

9.1. Composition. Each SPMU shall comprise inter alia a State Programme Coordinator; an Accountant; a Planning and Monitoring & Evaluation/Knowledge Management and Communication Officer; and the following technical officers: (i) a Business, Market Development Officer; (ii) an Agro-processing/Quality Enhancement Officer; (iii) a Value Chain Infrastructure Officer; (iv) a Rural Institution (FO) and Gender/Youth Officer; and (v) an Agricultural Production Officer. All such staff shall be contracted, under procedures acceptable to the Fund, on an open, transparent and competitive basis and have qualifications and experience commensurate with their duties. Recruitment shall be subject to no-objection from the Fund.

9.2. Responsibilities. Each SPMU shall ensure effective and efficient implementation of Programme activities by service providers, supervision, capacity building, monitoring and evaluation. It shall support and supervise the work of the Service Providers and work closely with two Local Government Value Chain Liaison Officers in charge of cassava and rice. Specifically, the SPMU shall inter alia (i) promote and support the organisation within the selected commodity clusters of Commodity Interest Groups (the "CIGs") in the areas of production, processing and marketing; (ii) carry out sensitization of the CIGs on the Programme implementation arrangements; (iii) conduct needs/opportunities assessments of the CIGs with a view to developing Value Chain Action Plans which would form the basis for the LGC Value Chain Action Plan; (iv) facilitate capacity building on group management and business enterprise development; and (v) facilitate linkages between producers and market operators within and outside the LGCs.

10. Local Government Value Chain Advisory Committees (the "LGVCACs"). In each selected Local Government Area, a LGVCAC shall be established to review and endorse the AWPBs of the Community Clusters Action Plan and ensure its alignment with the Local Government Development Plan. Two Value Chain Liaison Officers shall be recruited by each Local Government Service Commission and deployed to each of the participating LGCs. The LGVCACs will be chaired by the Local Government Chairs. Each LGVCAC's membership shall include inter alia (i) Head of Department, Agriculture; (ii) Supervisory Councillors for Agriculture and Works; (iii) LG Planning Officer; (iv) one Representative of the service providers; (v) Representatives of the organized private sector including one agro-dealer and one processor; (vi) two Representatives of FOs (rice and cassava); (vii) one Representative of women's organization; (viii) two Value Chain Liaison Officers; and (ix) the Officer in charge of cooperatives. The Value Chain Liaison Officers shall provide secretariat service for the LGVCACs.

11. Programme Review. The Borrower/Recipient and the Fund shall conduct a comprehensive mid-term review to assess implementation progress and to determine appropriate revisions to the Programme implementation arrangements and resource allocations in order to ensure successful Programme completion.

12. Annual Work Plans and Budgets (the "AWPBs"). Each SPMU shall prepare an AWPB and the NPMU shall prepare a consolidated final AWPB for each Programme year to be submitted to the Fund for no-objection no later than sixty (60) days before the beginning of the relevant Programme Year. The AWPBs would include inter alia a Procurement Plan, a detailed description of planned Programme activities during the coming Programme Year, and the sources and uses of the proceeds of the IFAD Financing. The AWPBs shall also provide the basis for identifying the amount of counterpart funds to be provided each year upfront by the Federal, State and Local Governments.

13. Financial Statements. The NPMU shall prepare financial statements for the Programme, reflecting all financial transactions executed at the Federal and State levels. Such financial statements shall be forwarded to the Fund in accordance with the General Conditions.

14. Annual audits. The financial statements as described above shall be audited annually pursuant to the Fund's Guidelines on Project Audits dated 12 December 2011, as may be amended from time to time. The auditor's management letter shall specifically include an opinion on the adequacy of the internal controls at the Federal and State levels.

15. Programme Implementation Manual (the "PIM"). The NPMU shall prepare a draft PIM as soon as practicable, but in no event later than sixty (60) days after the entry into force of this Agreement. The draft PIM shall include inter alia:

- (a) Terms of reference and implementation responsibilities, for the purpose of this Agreement, of Programme staff, consultants, likely service providers and other parties created and/or involved in the implementation of the Programme;
- (b) Eligibility criteria and selection procedures with respect to target beneficiaries and activities to be financed under all sub-components, including the Matching Grant Manual; and
- (c) Detailed procedures for Programme implementation and flow of funds, including the Finance and Administration Manual.

16. The FMARD in its capacity as the Lead Programme Agency will forward the draft PIM to the Fund for its comments and approval no later than ninety (90) days after the entry into force of this Agreement. If the Fund does not comment on the draft PIM within thirty (30) days of receipt, it shall be deemed approved. The Lead Programme Agency shall adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund, and shall promptly provide copies thereof to the Fund.

## Schedule 2

### Allocation Table

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage (net of taxes)
1. Civil works	13 540 000		100%
2. Vehicles, equipment, materials and agric. inputs	4 490 000		100% net of beneficiaries' contribution
3. Training, technical assistance, service providers, studies & workshops	15 020 000	330 000	100%
4. Matching grant fund	4 840 000		100% net of beneficiaries' contribution
5. Salaries & allowances	3 420 000		100%
6. Office equipment & maintenance expenses	1 030 000		100% net of beneficiaries' contribution
Unallocated	5 510 000		
<b>TOTAL</b>	<b>47 850 000</b>	<b>330 000</b>	

2. *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs under Categories 3 and 6 incurred before the satisfaction of the conditions precedent to withdrawal but after the entry into force of this Agreement, shall not exceed an aggregate amount of two hundred thousand US dollars (USD 200 000).

# Logical framework

NARRATIVE SUMMARY	VERIFIABLE INDICATORS (*RIMS indicator)	MEANS OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS
<p><b>OVERALL GOAL</b>  <i>Contribute to NAIP goal " Rural poverty reduced, food security increased and accelerated economic growth achieved on a sustainable basis"</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Percentage reduction in households below the poverty line by 15% in target LGAs</li> <li>- Percentage reduction in no. of people under-nourished by 25% in target LGAs.</li> <li>- Real agricultural GDP growth rate increased by 5% in target LGAs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- National statistics and NAIP/MDG Progress</li> <li>- Monitoring Reports ReSAKSS.</li> </ul>	
<p><b>PROGRAMME DEVELOPMENT OBJECTIVE</b>  <i>Incomes and food security of poor rural households engaged in production, processing and marketing of rice and cassava in the targeted LGAs of the 6 targeted states enhanced on a sustainable basis</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 50% of targeted smallholder farmers and VC operators ( by sex and age) have increased their real agricultural income by at least 25% in the programme areas*.</li> <li>- Increase in household asset index * of 10% by PY6 in programme area.</li> <li>- 25% reduction in the prevalence of child malnutrition in the programme LGAs*.</li> <li>- 25% increase in households food security in target LGAs *</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme impact assessment and surveys.</li> <li>- Periodic evaluation.</li> <li>- National/state statistics.</li> <li>- Poverty surveys.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Socio economic stability in the county</li> </ul>
<b>Component 1: Agricultural Market Development</b>			
<p><b>Sub-component 1.1: Support to Value Addition and Market Linkages</b>  <b>Outcome 1.1:</b> <i>Increased value addition and access to markets realized by beneficiary smallholder farmers as well as small and medium-scale processors</i></p> <p><i>Output 1.1.1: Improved market linkage and increased market information</i></p> <p><i>Output 1.1.2: Value addition technology promoted</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- At least 50% of the volume of target commodities in programme areas is marketed by smallholder farmers and their organisations*.</li> <li>- At least 50% of the of cassava and rice produced by smallholders is processed*.</li> <li>- At least 25 contractual arrangements are formalized and effective between targeted producers and processors in each state*.</li> <li>- 10 trade promotion activities organized</li> <li>- 40% of the target smallholders use the information generated by the Agricultural Market Information System by PY5.</li> <li>- number of contractual arrangement signed between FOs and processors *</li> <li>- 7680 VC operators trained in recommended technologies*</li> <li>- 50% of smallholders adopt improved processing and storage technique*</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Baseline survey and M&amp;E reports.</li> <li>- Published yield and price data.</li> <li>- Agro-industry &amp; market surveys.</li> <li>- Rural household surveys.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Government policy supports/favours the emergence of strong value chains professional organisations.</li> <li>- Market prices remain above 2006 levels</li> <li>- Access to finance for FOs and VC operators progressively grows.</li> </ul>

1



<p><b>Sub-component 1.2: Support to Market Infrastructure</b>  <b>Outcome 1.2:</b> Demand-driven infrastructure investments for improved access to markets realized and sustainably managed by the beneficiary organisations</p> <p>Output 1.2.1: Access to roads and water supply</p> <p>Output 1.2.2: Market, processing and storage facilities improved</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- At least 60% of FOs supported have invested in at least one piece of equipment.</li> <li>- Arrangements for the operation and maintenance (O&amp;M) of market infrastructure/equipment is developed and operational after 2 years for at least 70 % of programme-financed infrastructure*.</li> <li>- At least 65% and 50% reduction in post-harvest losses for rice and cassava, respectively, are achieved*.</li> <li>- 200 km of roads constructed/rehabilitated by year 5*</li> <li>- 36 new water supply schemes linked to cassava and rice VC constructed.</li> <li>- 8000 farmers in programme communities have adequate access to safe and sustainable drinking water.*</li> <li>- 80 processing units with stores constructed*</li> <li>- 400 FOs' commodity stores constructed*</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme M&amp;E/ progress reports.</li> <li>- Supervision mission, mid term-term review and completion reports.</li> <li>- Contractor reports.</li> <li>- Beneficiary perception surveys.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- LGCs and State Government provide adequate funds and mechanisms for infrastructure repair and maintenance</li> <li>- Effective FO management arrangements for infrastructure are sustained</li> </ul>
<b>Component 2: Smallholder Productivity Enhancement</b>			
<p><b>Sub-component 2.1: Support to Farmers' Organizations</b>  <b>Outcome 2.1:</b> Farmers' organizations (FOs) in programme areas effectively serve their members</p> <p>Output 2.1.1: Capacity of FOs strengthened</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- at least 40 % of FOs strengthened by programme (target 300) have access to market information for their members*.</li> <li>- At least 50% of FOs strengthened by programme (target 300) use bulk purchase method to procure their input.</li> <li>- At least 40 % of supported FOs have reached the next stage of autonomy by PY 5.</li> <li>- At least 80% of the target FOs legally registered with the Department of Cooperatives.</li> <li>- 2,400 group leaders trained in good governance issues*</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme M&amp;E/ progress reports.</li> <li>- FO financial records</li> <li>- State MoA / Commerce and Cooperatives reports.</li> <li>- Service providers/operators reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- FOs are recognized as legitimate interlocutors by the various stakeholders</li> <li>- Avoidance of political interference in FOs</li> </ul>
<p><b>Sub-component 2.2: Support to Smallholder Production</b>  <b>Outcome 2.2:</b> Production and productivity of smallholder rice and cassava farmers in the programme areas increased</p> <p>Output 2.2.1: Access to fertilizers and agro-chemicals facilitated</p> <p>Output 2.2.2 Access to improved production techniques facilitated</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- % increase in yields for rice (target 40% for non-irrigated and 150% for irrigated) and cassava (target 50 %) produced by the target smallholder farmers ( by sex and age)*.</li> <li>- 50% increase in rice and cassava produced by the target smallholder farmers ( by sex and age)*.</li> <li>- At least 70% of smallholder farmers have adopted at least one technology promoted by the Programme ( by sex and age)*.</li> <li>- 10 agreements signed with agro-input dealers</li> <li>- 30% of target households satisfy their annual input needs</li> <li>- 4800 smallholder farmers trained in spraying techniques</li> <li>- 50% of target smallholders have access to extension services</li> <li>- 480 Farmer Filed Schools established</li> <li>- 30,000 hectares of land protected from seasonal flooding</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme M&amp;E/ progress reports.</li> <li>- National agriculture production surveys.</li> <li>- State Ministry of Agriculture reports.</li> <li>- NIRSAL reports.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Favourable climatic conditions.</li> </ul>